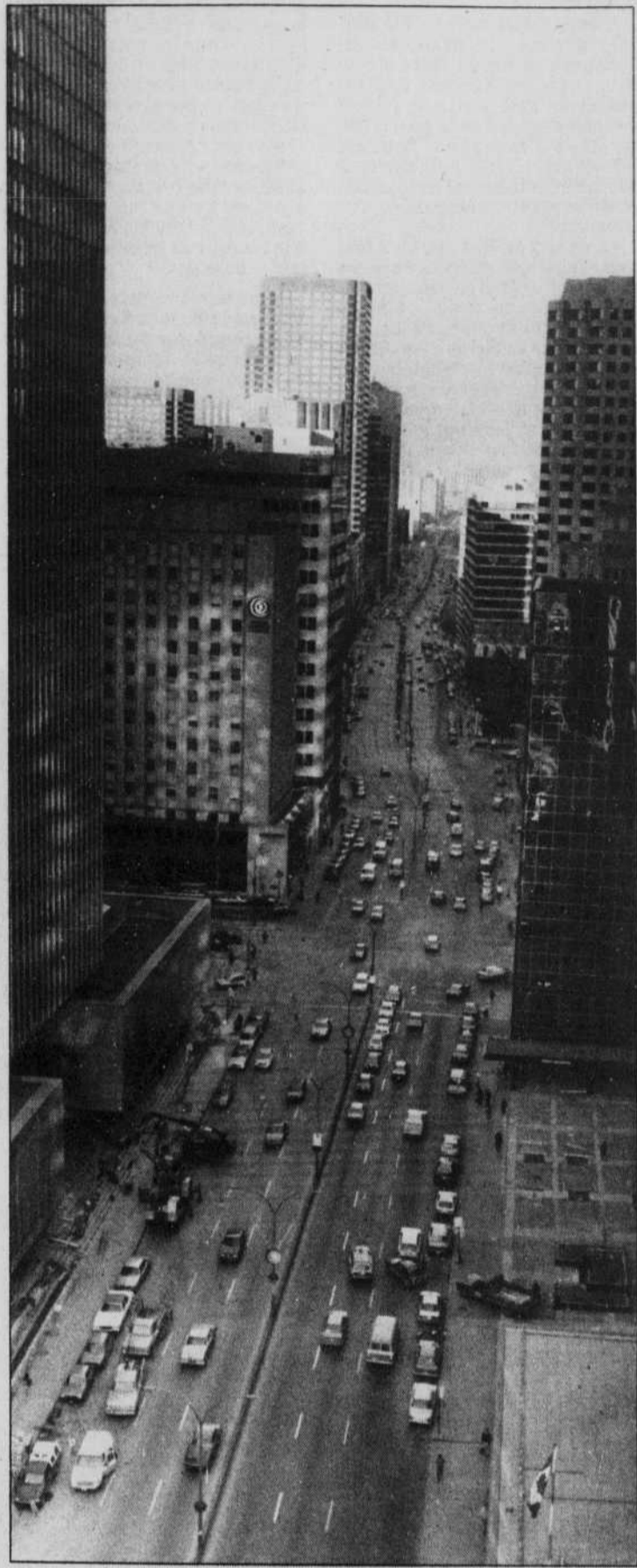


Boulevard René-Lévesque



Lord Dorchester cèdera la voie à René Lévesque

ISABELLE PARÉ

La Ville de Montréal rebaptisera boulevard René-Lévesque, dès le mois prochain, le boulevard Dorchester, en hommage à l'ex-premier ministre du Québec mort subitement le 1er novembre dernier. Cette initiative répond au « désir vivement exprimé par une majorité de la population », selon le comité exécutif.

Mais cette décision, annoncée hier par le président du comité exécutif de Montréal, Michael Fainstat, ne fait pas l'unanimité à Westmount où la mairesse, Mme May Cutler, s'est dit carrément indignée. Né à la rue De Lorimier, près du Pied-du-Courant, qui fut la prison des Patriotes de 1837, le boulevard Dorchester finit à Westmount, au Westmount High School, à peine passé le quartier général de la

Voir page 10 : Lord

À compter de 8 h ce matin

Les internes n'assurent aucun service essentiel

CAROLE BEAULIEU

À moins d'une entente qui paraissait peu probable en fin de soirée, hier, 41 hôpitaux du Québec sont privés depuis ce matin de leurs médecins résidents et internes qui ont décidé de ne pas assurer les services essentiels.

Le mot d'ordre de débrayage général et illimité, voté par plus de 66 % des 1.800 résidents et internes

du Québec, a été lancé hier à Montréal.

Les représentants syndicaux des jeunes médecins ont affirmé hier que leurs membres ne respecteront pas les services essentiels, fixés à 90 % des effectifs. Exaspérés par un an et demi de vaines négociations et sept mois de moyens de pression, ils ont opté pour l'affrontement total et définitif, précise un communiqué diffusé hier.

Les négociations se poursuivaient

toujours hier soir à Montréal mais au moment d'aller sous presse aucun indice ne permettait de croire à un déblocage. La FMRIQ a déclaré hier que seul l'obtention de l'arbitrage obligatoire des horaires de garde pourrait l'inciter à annuler le débrayage d'aujourd'hui.

Les « patrons » prendront donc la relève aujourd'hui dans plusieurs salles d'urgence et cliniques externes du Québec. Les services à la population ne seront pas diminués, du

moins pour la première journée, a affirmé hier un porte-parole de l'Association des hôpitaux du Québec (AHQ), M. Michel Cléroux.

Les hôpitaux ont réorganisé les horaires de travail de leurs médecins pour combler l'absence des médecins en formation mais ils ne pourront pas tenir à ce rythme plus de deux ou trois jours sans que les services ne se détériorent, a précisé M. Cléroux.

Voir page 10 : Les internes

Au cours des cinq dernières années au Canada

Les institutions financières ont fait des profits de \$13.5 milliards sans payer l'impôt

MICHEL VASTEL

OTTAWA — Les banques, sociétés de fiducie et compagnies d'assurance-vie ont réalisé \$13.5 milliards de bénéfices sur leurs opérations canadiennes depuis cinq ans, mais n'ont pratiquement pas payé d'impôt!

Le comité des Finances et des Affaires économiques a réclamé hier un impôt minimum qui, s'il avait été en vigueur depuis 1982, aurait permis au Trésor fédéral de récupérer un « minimum » de \$2,2 milliards au

près des plus grandes institutions financières du pays.

Le rapport de 335 pages du comité parlementaire démontre par ailleurs qu'avec l'abolition partielle de l'indexation des allocations familiales, les familles de trois enfants et plus bénéficiant d'un revenu moyen sortent perdantes de la réforme fiscale proposée par le ministre des Finances. Le comité recommande une majoration de \$225 millions de l'aide aux familles nombreuses canadiennes.

Ces deux conclusions, de même que les 81 recommandations du co-

mité et les rapports minoritaires des libéraux et des néo-démocrates, jettent un sérieux doute sur les intentions réelles du gouvernement conservateur. M. Michael Wilson a toujours prétendu en effet que sa réforme fiscale devait rétablir plus de justice dans le système et mettre fin aux privilèges indus de quelques groupes de contribuables.

Or, même la majorité conservatrice du comité parlementaire est forcée de conclure que « depuis 1978, le montant de l'impôt fédéral sur les bénéfices payé par les banques, les

Voir page 10 : Les institutions



MONTRÉAL DU HAUT DU MÂT

À 165 mètres du sol, le mât du stade offrira d'ici quelques jours une nouvelle vue sur Montréal. (Voir page 3)

Photo Jacques Grenier

Trois compagnies montréalaises obtiennent des contrats en Chine

MICHEL C. AUGER
(Envoyé spécial du DEVOIR)

SHANGHAI — Trois sociétés montréalaises du secteur privé entreprendront des projets en Chine au cours des deux prochaines années grâce au protocole d'échanges et de coopération signé, hier soir, par les maires de Shanghai et de Montréal, MM. Jiang Zemin et Jean Doré.

Silicart Inc. et l'Institut de métallurgie de Shanghai échangeront des spécialistes pour mettre en place un projet conjoint de techniques d'intelligence artificielle. La firme Harris-Farion se joindra à l'usine no 101 du Bureau des instruments et com-

DORÉ EN CHINE

pteurs de Shanghai pour travailler dans le domaine de la communication par micro-ondes et des techniques de transmission.

Pour sa part, la société Agrovit de Montréal entreprendra une étude de pré-faisabilité portant sur l'importation par Shanghai d'équipements complets de ferme avicole. Cette étude sera financée par l'ACDI.

Selon le maire Jean Doré, il s'agit là d'un « pont de développement extraordinaire » pour ces sociétés et d'autres qui voudront suivre leurs traces. Le protocole d'entente Mont-

réal-Shanghai ne garantit pas aux compagnies montréalaises qu'elles pourront se mettre dès demain matin à faire des affaires en Chine, « les contrats ne pleuvront pas du ciel, mais cela permet de prendre pied ».

D'autre part, comme prévu au précédent protocole signé en 1985 par les maires Jean Drapeau et Wang Daohan, on continuera les échanges dans les domaines de l'agriculture et de la santé, qui sont essentiellement sous la responsabilité du gouvernement du Québec, ainsi que d'autres projets qui touchent plus spécifiquement la Ville de Montréal, soit des échanges sur la gestion des déchets et la vérification inter-

Voir page 10 : Trois

Carnets chinois

(M.A.)

Les Chinois n'oublient jamais ceux qui ont ouvert la voie. Ainsi le protocole signé par M. Doré prévoit que M. Jean Drapeau et son épouse se rendront à Shanghai en 1988 « ou en tout autre temps opportun ».

Certaines villes ont des odeurs, Shanghai a plutôt des bruits. Les 12 millions d'habitants de la plus grande ville de Chine circulent surtout, comme il se doit à bicyclette, mais en faisant constamment sonner leur avertisseur. Les automobiles et camions sont également plutôt portés sur le klaxon, ce qui fait qu'il est parfois difficile de savoir d'où viennent ceux qui réclament ainsi le droit de passer.

La municipalité a fait installer un indicateur de décibels à un carrefour important... Il marquait, hier matin, quelque 85 décibels et ce n'était pas encore l'heure de pointe...

Toute délégation officielle en Chine est reçue à dîner dans un banquet, une institution toute chinoise qui a une particularité : elle est minutée à la seconde près. Un banquet peut avoir une durée variable, signe sans doute de l'importance des visiteurs reçus. Ceux offerts à la délégation de Montréal durent très précisément deux heures. À la seconde près. Quand les fruits ont été servis, les Chinois se lèvent d'un bond et chacun rentre chez

Voir page 10 : Carnets

AUJOURD'HUI

LE GONCOURT VA À BEN JELLOUN

Le romancier d'origine marocaine Tahar Ben Jelloun a remporté hier à Paris le prix Goncourt 1987 pour son roman *La Nuit sacrée*, publié au Seuil. Page 11

L'URSS PRÊTE À QUITTER L'AFGHANISTAN

Les Soviétiques se disent prêts à se retirer d'Afghanistan dans un délai de sept à douze mois. Page 4

FRANCEGATE

Le président François Mitterrand affirme avoir toujours été contre la vente d'armes à l'Iran. Page 4

COHABITATION COMMERCE ET FINANCES

Les liens entre commerce et finances seront maintenus en dépit du décloisonnement a indiqué le ministre fédéral Tom Hockin, qui suggère d'attendre les propositions du gouvernement avant de critiquer. Ce sujet sera l'objet d'une conférence jeudi à Montréal. Page 5

À l'occasion du Salon du Livre de Montréal, les Éditions du Méridien vous invitent à venir rencontrer:

Marcelle Thibaut, auteure de *La première entrevue en psychothérapie*, le 19 novembre de 20:00 heures à 22:00 heures

Pierre Laplante et Joseph Lévy, auteurs de *La paix, nouvelles avenues*, le 20 novembre de 14:00 à 16:30 heures

François Rémillard, auteur de *Demeures bourgeoises de Montréal*, le 20 novembre de 18:00 heures à 20 heures

Marc H. Choko, auteur de *Les grandes places publiques de Montréal*, le 20 novembre de 19:00 heures à 22:00 heures

Joffre Proulx, auteur de *Oui oui... un an en France*, le 22 novembre de 14:00 heures à 17:00 heures

France Gagnon Pratte, auteure de *Maisons de campagne des Montréalais*, l'architecture des frères Edward et W.S. Maxwell, le 21 novembre de 16:00 heures à 22:00 heures

Jean-Claude Bernheim, auteur de *Les suicides en prison*, le 21 novembre de 14:00 heures à 16:30 heures

Ginette Cloutier, Anne Gauthier et Linda Lapointe, auteures de *Découvrir l'histoire par l'architecture*, le 22 novembre de 17:00 heures à 19:00 heures

Annik Germain et Jean-Claude Marsan, auteurs de *Aménager l'urbain*, le 22 novembre de 19:00 heures à 22:00 heures

Estelle Mitchell, auteure de *Les sœurs grises de Montréal à la Rivière rouge*, le 23 novembre de 14:00 heures à 17:00 heures

Cécile Huot, auteure de *Si mon violon m'était conté*, le 24 novembre de 10:00 heures à 15:00 heures

Ces auteur(e)s vous accueilleront au **STAND 264**

ÉDITIONS DU **Méridien**
1980, rue Sherbrooke ouest, bureau 520
Montréal (Québec) H3H 1E8
Tél. (514) 932-9037

Les jeunes du PQ veulent chasser Godin, Harel et Claveau du parti

(PC) — Le Comité national des jeunes du Parti québécois demandera l'expulsion du parti des députés Gérard Godin, Louise Harel et Christian Claveau lors du Conseil national des 5 et 6 décembre prochain.

Ungava ont commis récemment un crime politique qui entache la réputation démocratique du PQ et qu'ils doivent en subir les conséquences en démissionnant.

En conférence de presse, hier, la présidente du comité, Isabelle Courville, a dénoncé la façon antidémocra-

tique utilisée pour forcer le chef élu du PQ, Pierre Marc Johnson, à démissionner.

Mme Courville considère inacceptables les déclarations des trois rebelles, faites à l'extérieur des instances du parti, contre le président élu au suffrage universel des membres.

Le Comité national des jeunes soutenait entièrement Pierre Marc Johnson et endossait la thèse de l'affirmation nationale si bien qu'il n'est pas question pour eux de tourner rapidement la page et de faire comme si rien ne s'était passé.

Pour que le PQ retrouve sa crédibilité, les jeunes péquistes estiment nécessaire que les militants discutent de la proposition d'expulsion mais se disent cependant prêts à se rallier à la majorité.

« Ce sera à eux (les députés rebelles) de faire en sorte que la motion d'expulsion se transforme en motion de blâme » a laissé tomber Mme Courville.

De plus, les jeunes du PQ sont d'avis que les futurs candidats à la présidence devront se dissocier de la façon antidémocratique utilisée par certains députés pour que la confiance s'établisse à nouveau et devront entériner l'orientation actuelle du parti.

Louise Harel prédit un retour au souverainisme avec Parizeau

BERNARD DESCÔTEAUX

QUÉBEC — Le Parti québécois, avec Jacques Parizeau à sa tête, changera. Il redeviendra plus souverainiste dans son discours, ce qui ne suppose pas cependant qu'il soit nécessaire de modifier le programme et les stratégies électorales déjà adoptées.

C'est du moins ce que soutient la députée de Maisonneuve, Louise Harel. Le départ de Pierre Marc Johnson et l'arrivée de Jacques Parizeau permettront tout simplement, dit-elle, de faire la promotion active de la souveraineté.

Le programme du Parti québécois tel que modifié lors du congrès de juin fait consensus, croit Mme Harel. Il n'y a pas lieu de le remettre en cause, pas plus que la stratégie qui veut qu'on ne fasse porter une élection sur la souveraineté que lorsque les chances d'obtenir l'appui de la population seront bonnes.

Avec Pierre Marc Johnson, il était quasi impossible de faire la promotion de l'indépendance. A cause de ses actions passées, c'é-

tail son point faible, de soutenir la députée en faisant référence au rôle joué par M. Johnson à compter de 1984 dans la définition de nouvelles stratégies et nouvelles orientations pour le Parti québécois.

Incapable d'assurer un leadership face aux souverainistes, M. Johnson ne pouvait rebâtir la coalition qu'a toujours été le Parti québécois. Pour y arriver, « il faut des compagnons de la génération de René Lévesque », soutient Mme Harel. Cela l'a amenée à souhaiter activement le départ de M. Johnson et le retour de M. Parizeau.

Ce départ de M. Johnson, il faut s'en réjouir non pas pour l'homme mais pour ce qu'il permet. C'est, à son avis, une sorte de « quitte ou double » qui apporte l'espoir de rassembler à nouveau les Québécois autour du Parti québécois. Face au Parti libéral qui coalesce en son sein les francophones fédéralistes et les anglophones, il faut reconstituer la coalition des francophones souverainistes et nationalistes, dit-elle, affirmant que la montée du NPD au Québec représente un grand danger pour

le Parti québécois et la chance pour le Parti libéral de demeurer au pouvoir très longtemps.

La ligne de démarcation entre les partis politiques est d'abord nationale, souligne la députée, expliquant que les enjeux sociaux sont d'une certaine façon secondaires. Tous les partis, une fois élus, gouvernement au centre et il n'y a pas lieu de s'inquiéter de l'allure que pourra prendre le Parti québécois sous la direction de M. Parizeau qui, reconnaît-elle, est conservateur. « Ce ne sera pas nécessairement de tout repos », dit-elle, ajoutant qu'elle fait néanmoins confiance à l'ancien ministre des Finances, « un homme authentique », dit-elle.

Mme Harel soutient par ailleurs qu'il est faux de prétendre qu'il y ait eu un complot orchestré de longue date contre M. Johnson. Il est vrai, reconnaît-elle cependant, que depuis quelques semaines des anciens militants du parti se voyaient plus régulièrement.

La mort de René Lévesque a simplement précipité les choses et a mis fin à la léthargie des militants, croit Mme Harel.

Réforme du code du travail

Paradis acceptera des amendements

BERNARD DESCÔTEAUX

QUÉBEC — Le ministre du Travail, Pierre Paradis, a entrepris des consultations actives auprès des syndicats et du patronat dans l'espoir de sauver son projet de loi 30 pour lequel il est disposé à accepter des amendements.

Un porte-parole du ministre a confirmé hier au DEVOIR que l'on étudiait sérieusement « la possibilité d'améliorer le produit général » sans toutefois modifier l'économie de ce projet dont l'étude est bloquée depuis le mois de juin. Ce projet vise à réformer le code du travail.

C'est la première fois depuis la rentrée parlementaire que M. Paradis envisage ainsi de tenir compte de l'opposition des syndicats et du patronat qui, il y a encore quelques jours, répétaient qu'ils ne voulaient pas de ce projet dans sa forme actuelle. Hier, le président du Conseil du patronat, Ghislain Dufour, confirmait que le processus actuel est sérieux et qu'il devrait déboucher sur des amendements au projet de loi.

Ce projet, rappelons-le, crée une Commission des relations du travail dotée de pouvoirs d'enquête, de conciliation et de médiation. Déposé au printemps, il avait été étudié jusqu'à l'ajournement de juin de l'Assemblée nationale sans que M. Paradis réussisse à susciter l'adhésion des parties. Le premier ministre Bourassa avait alors cédé aux pressions des syndicats et du patronat pour que l'adoption du projet 30 soit reportée à l'automne.

Depuis la reprise de la session le 20 octobre, le ministre du Travail ne cesse de répéter qu'il attend que l'on appelle son projet à l'Assemblée nationale, lui-même se disant prêt à procéder. Il laissait à chaque fois entendre que des consultations étaient en cours avec les parties syndicales et patronales mais uniquement pour expliquer les amendements présentés au dernier instant au mois de juin, lesquels n'avaient pas été, à son avis, bien compris.

Mesures de guerre

Beatty veut clarifier son projet de loi

OTTAWA (PC) — Le ministre de la Défense Perrin Beatty est prêt à clarifier son projet de loi (C-77) sur les mesures d'urgence afin d'éliminer toutes les imprécisions sur la portée de ce nouvel outil législatif qui doit remplacer la loi des mesures de guerre invoquée en octobre 1970 par le gouvernement de Pierre Trudeau pour mater une insurrection appréhendée au Québec et étouffer le FLQ.

Au cours d'une entrevue et dans son discours aux Communes, hier, le ministre ne s'est pas caché pour prêter l'oreille aux observateurs et critiques qui prétendaient, en juin dernier, lorsque le projet de loi C-77 a été lu pour la première fois en Chambre, que certains articles du texte pouvaient prêter à une interprétation erronée et donner l'impression que le gouvernement fédéral voulait élargir les définitions de l'état d'urgence et de la sécurité nationale.

« Il va falloir, a-t-il dit, que les provinces démontrent qu'elles n'ont pas les moyens de faire face à la situation d'urgence pour que le fédéral consente à intervenir. »

Quant aux pouvoirs que le projet de loi C-77 confèrera au gouvernement central, ils ne sont pas en gros différents de ceux contenus dans l'ancienne loi. Il pourra interdire ou réglementer les assemblées publiques; limiter la libre circulation des gens dans une zone désignée; interdire, limiter ou réglementer l'utilisation de biens désignés; protéger des lieux, les services publics et essentiels et imposer des peines d'emprisonnement et des amendes.

Toutes les dispositions de ce projet de loi ne devront pas, toutefois, contrevenir à l'autorité normalement exercée par les gouvernements provinciaux et municipaux. « Ni la déclaration d'état d'urgence, a dit le ministre, ni ses décrets ne peuvent déroger à l'autorité exercée par les gouvernements provinciaux ou municipaux sur les services de police qui relèvent de leur compétence. »

Pour le ministre, parrain du projet de loi, il est préférable que le débat se fasse à ce moment-ci. « Parce que je crois que cette législation a d'importantes implications pour la sécurité nationale et parce que les libertés civiles des Canadiens doivent être abordées dans une période d'accalmie », a-t-il précisé.

Le ministre a aussi promis de consulter les provinces avant d'appliquer la nouvelle loi et de faire connaître leur point de vue au Parlement.

LA CLASSE 300 MERCEDES-BENZ



À TOUTES LES RAISONS DE VOULOIR
POSSÉDER UNE MERCEDES-BENZ VIENT
DE S'EN AJOUTER UNE:
LA PARUTION DU NOUVEAU COUPÉ 300 CE.

La gamme Mercedes-Benz 1988, et plus précisément la Classe 300, s'enrichit du tout nouveau modèle ci-dessus: le Coupé 300CE quatre-places hautes performances à tirage limité.

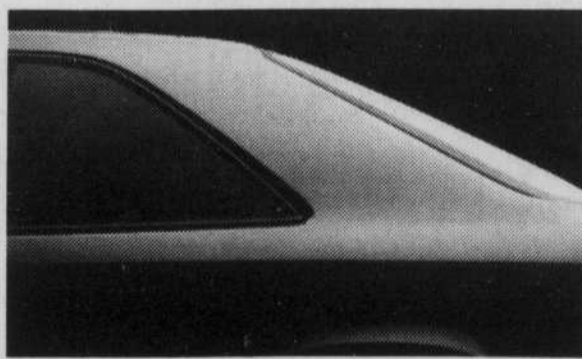
Sa ligne, l'une des plus belles qui ait jamais orné une Mercedes, est aussi l'une des plus aérodynamiquement efficaces jamais vues sur une voiture de tourisme. Plus impressionnants que son pouvoir d'accélération et que sa puissance brute, restent la douceur et le silence de son fonctionnement. Son extrême confort n'a d'égal que les innovations technologiques dont elle bénéficie—du système de freinage antiblocage (SFA), à sa suspension multibras arrière indépendante, et au système de protection supplémentaire (SPS) avec sac gonflable.

Vient également garnir les rangs de la Classe 300 pour 1988: la nouvelle familiale 300TE. Dotée du même six-cylindres à essence de 177 cv que la 300CE, elle est capable de performances encore jamais atteintes par une familiale. Autre nouveauté 1988: le Sedan 300SEL de Classe S, également doté d'un six-cylindres à essence hautes performances.

La même logique préside toujours au choix d'une

Mercedes, quel que soit celui des douze modèles de la gamme Mercedes-Benz 1988 sur lequel il se porte. Tous bénéficient d'un service d'entretien absolument superbe sur le plan national, et de tous les avantages associés à la possession d'une telle automobile: garantie limitée de 4 ans ou 80 000 kilomètres sur voitures neuves; service d'assistance routière d'urgence après les heures d'ouverture normales de bureau dans les régions métropolitaines de Montréal, Toronto et Vancouver; valeur de revente la plus élevée dans l'industrie, année après année.

Venez inspecter tous les modèles Mercedes-Benz 1988 chez votre concessionnaire autorisé. Vous y trouverez bien du nouveau, mais toujours ce respect des normes, cette intégrité que l'on attend de Mercedes-Benz.



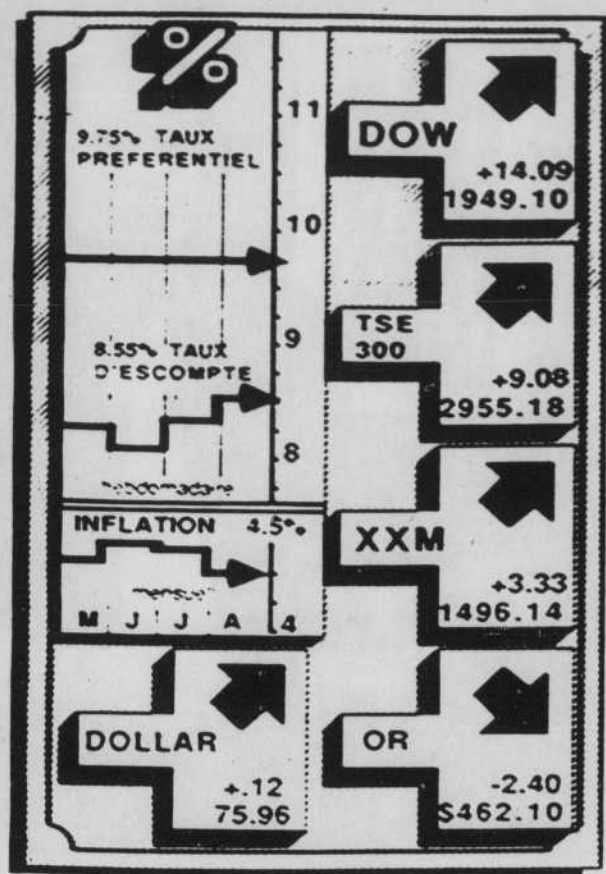
La ligne profilée du nouveau Coupé 300CE offre beaucoup plus qu'une élégance discrète: un Cx ou coefficient de résistance à l'air de 0.31 seulement.



Construites comme aucune autre voiture au monde

VOYEZ UN CONCESSIONNAIRE AUTORISÉ

EN UN COUP D'OEIL



Or et dollar en devise américaine

Ottawa ne coupera pas tous les liens entre firmes industrielles et sociétés financières

SERGE TRUFFAUT

Par la voie de son ministre d'État aux Finances, M. Tom Hockin, le gouvernement fédéral a indiqué qu'il n'était pas question de couper les cordons unissant, parfois, des entreprises commerciales à des sociétés financières. « Nous n'avons pas l'intention de sonner le glas des liens existant déjà entre les secteurs financier et commercial », a précisé M. Hockin.

Lors de la conférence de presse qui a suivi son allocution devant les membres du Cercle canadien de Montréal, M. Hockin, anticipant des réactions négatives, a demandé qu'on attende la proposition qui sera déposée en décembre à cet égard, avant de se livrer à une critique tout azimut.

Sans lever le voile sur la teneur de cette proposition, M. Hockin a tout de même confié qu'elle s'inspirerait largement des objectifs définis dans le livre bleu présenté en décembre 1986 qui prévoyait « une limitation des futurs liens commerciaux-financiers ».

Aux membres du Cercle canadien, le ministre fédéral a souligné que « nous nous sommes inquiétés des liens susceptibles d'exister entre les sociétés commerciales et les corporations financières, des arguments jouent en faveur de l'existence de tels liens, d'autre contre ». Mais « l'importance de la vitalité du système financier, le besoin essentiel de confiance nous porte à la prudence en cette matière ».

On se souviendra qu'il y a un mois à peine, le ministre québécois délégué aux Finances et à la Privatisation, M. Pierre Fortier, a déposé un projet de réforme des institutions financières élaboré afin de favoriser l'émergence de sociétés québécoises

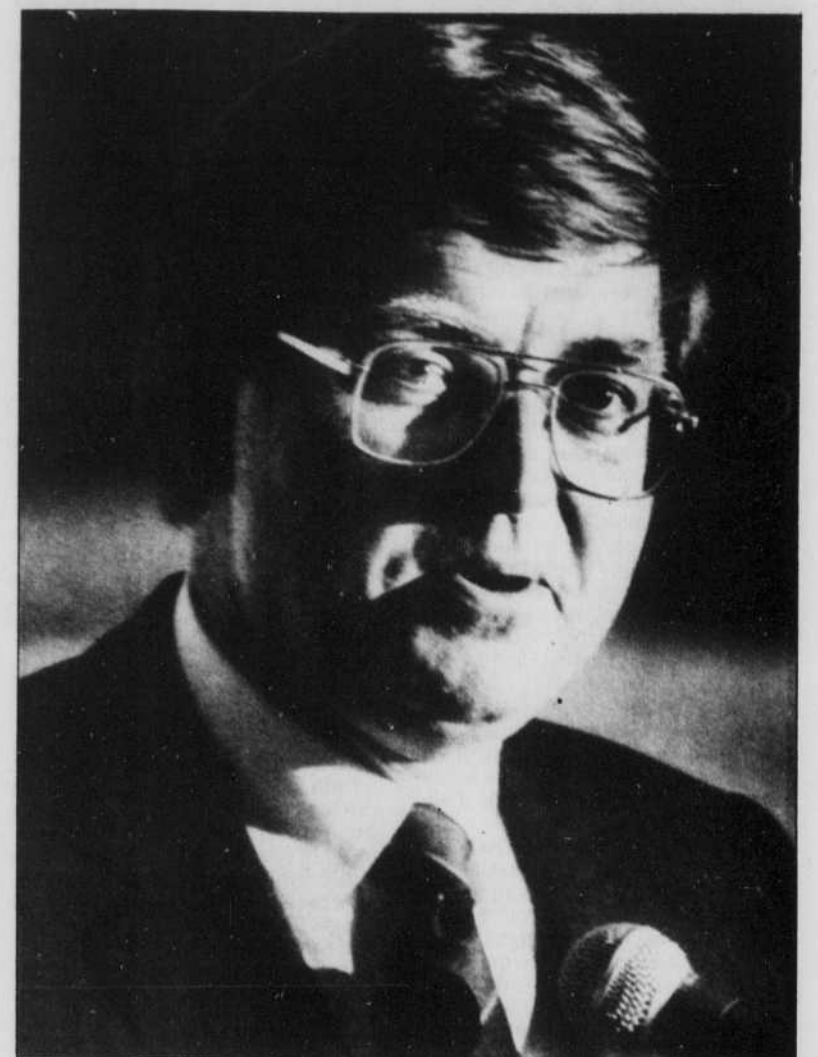
géantes. Conséquemment, M. Fortier croit qu'il faut laisser les compagnies « libres d'avoir des intérêts dans des entreprises commerciales ou encore d'être propriété de groupes financiers ayant d'importants intérêts commerciaux ». C'est le cas, par exemple, du Mouvement Desjardins qui détient des intérêts importants dans Cullinar.

En ce qui concerne la bataille juridique entre Ottawa et Québec sur le marché des valeurs mobilières, M. Hockin a confié que des consultations entre les autorités concernées se poursuivaient. Suite à la polémique suscitée par le président de la Commission des valeurs mobilières du Québec, M. Paul Guy, qui avait rappelé que son organisme n'a pas été institué pour enregistrer les transactions mais bien pour les approuver, on sait que le surintendant fédéral des institutions financières, M. Michael Mackenzie, et M. Guy se sont entendus sur au moins un aspect de la réglementation.

Ainsi que l'avait spécifié M. Guy, désormais le fédéral ne procédera plus à l'inspection ou à la vérification des livres chez les sociétés de placement. Une opération qu'il appartient encore aux provinces de réaliser.

Se livrant à une appréciation de l'ensemble des problèmes juridiques, M. Hockin a déclaré que puisque « la pratique du fédéralisme est maintenant tout aussi importante que sa structure, dans le secteur des services financiers cela signifie reconnaître que le fédéralisme permet l'existence d'une pluralité des méthodes ».

« Dans de nombreuses circonstances, a poursuivi M. Hockin, l'uniformité absolue n'est pas indispensable. Chaque instance gouvernementale doit être libre de poursuivre ses objectifs politiques légitimes ».



M. Tom Hockin, ministre fédéral d'État aux Finances, soutient que le gouvernement s'est préoccupé des liens susceptibles d'exister entre sociétés commerciales et institutions financières.

LES AFFAIRES... EN QUELQUES LIGNES

SERGE TRUFFAUT

TransCanada veut Encor Energy

La société TransCanada Pipelines a lancé hier une offre d'achat de \$ 805 millions pour la reprise de la compagnie Encor Energy (ex-Dome Canada), de Calgary. Cette offre intervient sept mois seulement après que TransCanada Pipelines, filiale de Bell Canada Enterprises, ait dû renoncer à une OPA sur Dome Petroleum dont Encor Energy est une filiale à hauteur de 42%. Criblée de dettes, Dome Petroleum a accepté en revanche en avril 1987 une offre de \$ 5.3 milliards de la filiale canadienne de la compagnie pétrolière américaine Amoco. Cette offre n'a pas encore été acceptée par les créanciers de Dome Petroleum. Le titre Encor a clôturé à \$ 8.37 hier à Toronto contre \$ 6.50 jeudi. TransCanada Pipelines offre \$ 8.75 pour chaque action d'Encor et l'offre est conditionnelle à l'acquisition d'au moins 50.1% des 100 millions d'actions Encor réparties dans le public. Actuellement, TransCanada Pipelines possède environ 8% des actions d'Encor.

Excellents résultats de Datamark

Au cours des trois premiers trimestres de la présente année financière, la compagnie Les Formules d'affaires Datamark a réalisé des ventes dépassant \$ 24.2 millions, une hausse de 161% sur les \$ 9.3 millions obtenus à l'issue de la même période de l'an dernier. Le bénéfice net a progressé de 111% passant de \$ 641,000 à \$ 1.3 million, soit \$ 0.32 par action contre \$ 0.20 après neuf mois l'an passé. Au troisième trimestre les ventes ont augmenté de 180%, de \$ 3.1 millions à \$ 8.9 millions. Le bénéfice net est passé de \$ 239,000 ou \$ 0.08 par action, sur une moyenne pondérée de 3,086,000 actions, à \$ 504,000 ou \$ 0.12 par action sur une moyenne pondérée de 4,246,000 actions émises et en circulation. « Datamark entend poursuivre une stratégie de croissance agressive dans les domaines qu'elle connaît bien », a déclaré M. Jeffrey Zunenshine, président de cette compagnie.

105% de plus pour Disnat

Le bénéfice net de la compagnie Les Investissements Disnat a progressé de 105% pour s'établir à \$ 1.4 million lors de l'exercice terminé le 30 septembre dernier, alors qu'il était de \$ 710,000 au 30 septembre 1986. L'entreprise a porté ses revenus à \$ 8.2 millions, soit 88% à la hausse par rapport à l'exercice précédent de \$ 4.3 millions. Au cours du quatrième trimestre terminé le 30 septembre 1987, le bénéfice net a progressé de 44% pour atteindre \$ 196,000 comparativement à \$ 136,000 lors du trimestre correspondant de 1986. Les revenus se sont établis à \$ 2 millions comparativement à \$ 1.2 million, soit une hausse de 73% sur ceux du dernier trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net par action a atteint \$ 0.32 pour l'exercice comparativement à \$ 0.21 en 1986, soit une augmentation de 52%.

Honeywell Bull licencie

La firme internationale Honeywell Bull a annoncé la réduction de 8% de ses effectifs, soit 1,600 emplois, dans le cadre d'un plan destiné à renforcer la compétitivité du groupe informatique. Le plan, présenté par le président-directeur général Jerome Meyer, prévoit la refonte des divisions marketing et distribution de Honeywell Bull, ainsi qu'une répartition nouvelle de la production entre Phoenix (Arizona) et Lawrence (Massachusetts).

Bituflex est opérationnelle

L'usine de la compagnie Bituflex 1987, filiale en co-participation de Bitumar et de la Société pétrolière Elf du Canada, a été inaugurée hier. Implantée au coût de \$ 2 millions sur le site d'un ancien terminal qui faisait partie de la raffinerie Ultramar, à Montréal-Est, cette usine produira du Styrelf, un bitume polymère mis au point par les chercheurs de la société française Elf Aquitaine.

Rachat d'actions de Bombardier

Au cours de la semaine terminée le 13 novembre 1987, Bombardier a acheté en vertu de son offre publique de rachat annoncée le 3 novembre 1987, 28,500 actions subalternes classe B, représentant 0.07% des actions subalternes classe B en circulation, pour un prix d'achat global de \$ 211,000. Aucune action classe A (droits de vote multiples) n'a été achetée pendant cette période. Le prix d'achat global payé par Bombardier pour toutes les actions classe A et toutes les actions subalternes classe B achetées depuis le début de son offre publique de rachat s'élève à \$ 310,000.

Et de Cogeco

Un porte-parole de la compagnie Cogeco a indiqué qu'au cours de la semaine qui s'est terminée le 13 novembre 1987, elle a racheté par l'intermédiaire de la Bourse de Montréal et du Toronto stock exchange, 0.10% de ses actions subalternes ayant droit de vote, pour un prix d'achat dépassant les \$ 27,000. Depuis le 2 novembre 1987, soit le début de l'offre publique de rachat normale de Cogeco, au 13 novembre 1987 inclusivement, Cogeco a acquis 0.21% de ses actions subalternes pour un montant dépassant les \$ 53,000.

\$ 1.3 million pour Héroux

Le bénéfice net de l'entreprise Héroux s'est élevé à \$ 1.3 million pour le trimestre terminé le 30 septembre 1987. Ceci représente une hausse de 163% par rapport à la même période l'an dernier. Les ventes de la société pour le trimestre ont augmenté de 94%, s'élevant à \$ 9.7 millions. Héroux est une entreprise de la région de Montréal qui se spécialise dans la conception, la fabrication, l'entretien et la remise à neuf de trains d'atterrissage.

Jeudi, une conférence à ne pas rater sur le décloisonnement du secteur financier

SERGE TRUFFAUT

Pour la première fois au Québec, une conférence sur le décloisonnement des institutions financières a été organisée afin que les acteurs et observateurs de ce bouleversement législatif partagent leurs connaissances ou leurs inquiétudes.

C'est en effet le 19 novembre prochain, que se tiendra au Centre Sheraton de Montréal cette assemblée au cours de laquelle une pléiade d'intervenants de premier ordre livreront leurs appréciations sur un sujet qui demeure complexe pour plus d'un professionnel du monde financier.

Selon le coordonnateur de cet événement à ne pas manquer, M. Serge Bourque, avocat au sein du cabinet Piché, Emery, l'objectif de cette conférence est double. Succinctement, il s'agit de « faire savoir d'une manière pratique ce que le décloisonnement des institutions financières signifie, et de communiquer, par ailleurs, les réactions de ces institutions ».

Au cours de la matinée, les personnes présentes à cette conférence pourront déterminer avec plus d'exactitude, qu'on ne peut le faire actuellement, quel est l'état de la polémique entre les gouvernements fédéral et provincial suite aux divergences exprimées publiquement par le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation du Gouvernement du Québec, M. Pierre Fortier.

Ce dernier présentera un exposé dont le sujet s'intitule *Le décloisonnement des institutions financières au Québec et l'expérience passée*. A peine l'allocution du ministre Fortier sera-t-elle terminée que M. Pierre Vincent, secrétaire parlementaire du ministre des Finances du Gouvernement fédéral, communiquera ses réflexions sur *La politique actuelle et rôle du gouvernement fédéral dans le domaine des institutions financières au Canada*. Deux débats qui seront suivis d'une période de question.

Président de la Bourse de Montréal, M. Bruno Rivier, exprimera *Le rôle et attentes de la Bourse de Montréal vis-à-vis le décloisonnement*. Après quoi, le vice-président et secrétaire général de Montréal Trust, M. Jean-Claude Bachand, abordera ce qui divise notamment les paliers gouvernementaux, soit les liens entre institutions financières et sociétés commerciales.

Ensuite, M. Paul Guy, président de la Commission des valeurs mobilières du Québec, expliquera *Les points de vue des commissions des valeurs mobilières sur la question du décloisonnement, du traitement des conflits d'intérêts potentiels, de la divulgation et la réglementation accrue pour faire face à ces nouveaux changements*.

L'épineux sujet des conflits d'intérêts sera au centre de l'allocution de M. Gaëtan Drolet, vice-

président et chef du contentieux du Groupe La Laurentienne. Une allocution intitulée, *L'expérience de La Laurentienne en matière de décloisonnement et le problème de conflits d'intérêts potentiels pour les institutions financières*.

Les nouvelles règles concernant l'implication de sociétés étrangères dans l'activité financière en sol canadien, seront décrites par M. Louis-Jacques Ménard, administrateur délégué chez Burns Fry, qui se demandera d'ailleurs si le Canada n'a pas été trop accueillant à l'égard des courtiers étrangers?

Les liens entre les banques et les maisons de courtage seront décrits par messieurs Peter Frost et Andrew Scipio Del Campo de la Banque de la Nouvelle-Ecosse qui fut la première à se lancer dans le commerce des valeurs mobilières.

Sur la dimension juridique et ses multiples échos, M. Bourque a préparé un exposé baptisé *La législation actuelle en matière d'institutions financières, les règles visant la propriété des institutions financières et de courtage et les différentes législations en cours*.

Enfin, M. Denis Chaput, directeur de la finance à l'École des Hautes études commerciales de Montréal, se penchera sur les effets sur le consommateur du décloisonnement de ces institutions financières.

Après l'acquisition de la technologie et d'une usine de Philips Fournelle, leader des capteurs solaires

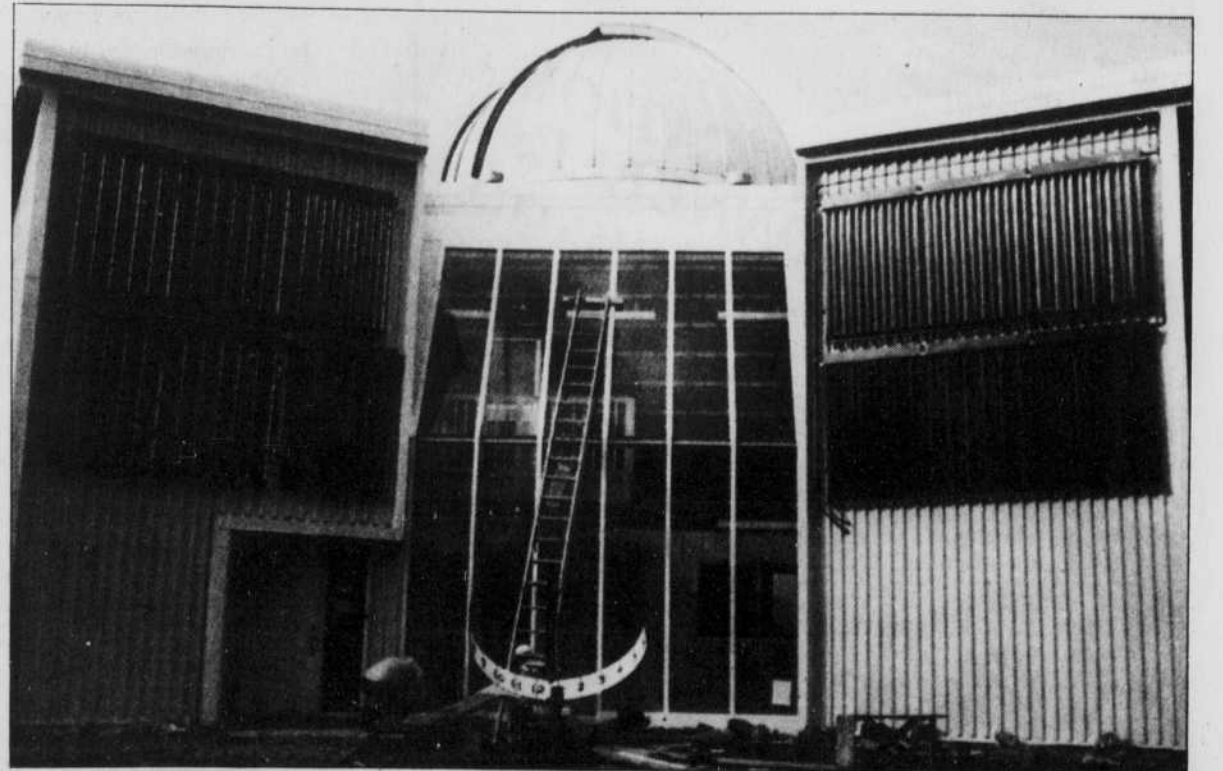
CLAUDE TURCOTTE

Fournelle Energie Technologie se présente désormais comme le leader mondial dans la fabrication de capteurs d'énergie solaire, suite à l'acquisition de la technologie et d'une usine de la multinationale Philips, qui a été réinstallée dans l'est de Montréal.

Cette usine, dont l'inauguration officielle a eu lieu hier, fournit du travail à 40 personnes, dont plus de 12 ingénieurs et techniciens. On prévoit un chiffre d'affaires de \$ 5 millions pendant la première année d'activités. M. Pierre Fournelle, président-directeur général de cette entreprise, a indiqué qu'il s'agit d'un investissement de \$ 3.5 millions, qui a nécessité près de deux ans de négociations. La multinationale des Pays-Bas avait déjà investi \$ 50 millions en recherche et développement de cette technologie. Fournelle obtient aussi 54 brevets et conserve le réseau de distribution du produit ici comme en Europe.

En 1985, Philips a décidé de sortir de ce secteur d'activités et a alors offert sa technologie et son usine installée en Belgique à Fournelle, qui en 1982 avait fait l'acquisition d'une compagnie ontarienne, distributeur des capteurs solaires de Philips au Canada. Fournelle a préféré déménager l'usine à Montréal parce que ce sera beaucoup plus facile d'en assumer la gestion.

Le capteur solaire de Philips est déjà en usage dans plusieurs édifices ici. Il sert par exemple à chauffer la piscine et l'édifice sportif de Port-



A l'observatoire du Témiscouata, on utilise les capteurs solaires pour le chauffage du bâtiment et de l'eau.

Cartier, un lave-auto et une buanderie au Nouveau-Brunswick, l'observatoire du Témiscouata, etc. Selon M. Christian Fournelle, le capteur tubulaire sous vide est tellement sensible qu'on peut même réchauffer l'eau de la piscine de Port-Cartier dans une tempête de neige. Bien évidemment l'eau de la piscine n'a pas à être chauffé à un degré très élevé.

C'est par souci de diversification que les Fournelle se sont intéressés aux capteurs solaires. En 1979, ils avaient acheté les Industries Henri Mitchell, une entreprise vieille de 35 ans qui se spécialisait dans l'anodisation de l'aluminium, c'est-à-dire dans le traitement par électrolyse de l'aluminium, ce qui donne protection accrue. Cette usine avait alors huit employés et un chiffre d'affaires de

\$ 800,000. Aujourd'hui, Industries Pierre Fournelle a 80 employés et un chiffre d'affaires de \$ 8 millions.

Comme les capteurs solaires utilisent l'aluminium, Fournelle s'est intéressé à l'entreprise ontarienne qui distribuait déjà les produits de Philips. L'inauguration de la nouvelle usine a été faite en présence des ministres Daniel Johnson et Marcel Masse.

LA VIE ÉCONOMIQUE

Les beaux yeux de la haute technologie

JEAN-PIERRE NICAISE
Collaboration spéciale

STRATÉGIES

À Montréal, en matière de relations publiques, qui dit haute technologie pense le plus souvent SFP; trois lettres pour quatre femmes: France Nadeau, Marie-Brigitte Stock, Veronica Redgrave et Catherine Collorec. Des yeux d'autant plus doux que ces dix prochaines années la moitié des produits qui seront mis sur le marché n'existent pas encore et que tous, d'une façon ou d'une autre, relèveront de la haute technologie.

Bien sûr, des beaux yeux ne suffisent pas pour sortir des sentiers battus! Si, pour certains, les relations publiques représentent le langage moderne de la séduction, pour France Nadeau, il passe obligatoirement par un recyclage permanent, la recherche de concepts nouveaux. « Il y a toujours l'une d'entre nous qui suit un cours, nous dit France Nadeau, c'est absolument nécessaire afin de répondre aux besoins des clients, comprendre leur langage comme l'ensemble des mécanismes d'entreprises par ailleurs à croissance rapide, alors que le hi-tech est souvent un sujet rebutant, qui fait peur, rempli de notions pas toujours acquises et qui s'adresse à un réseau de presse différent qu'il faut savoir toucher. Il s'agit donc de réagir immédiatement, d'être flexible, de travailler aussi bien l'image corporative que de mousser le produit, et s'il y a un côté commercial dans notre travail, il l'est moins que dans d'autres ».

Ainsi, France Nadeau se partage entre le journalisme à Radio-Canada et les relations publiques « haut de gamme », parce qu'elle trouve amusant et intéressant de changer à l'occasion de montures, parce que c'est aussi une force de voir les deux côtés. Bien entendu, elle ne le dit pas mais ça va de soi, le client ne peut trouver que des avantages dans le vaste réseau, d'amitiés et de respect professionnel que France Nadeau a su se créer au fil d'une vie vouée aux communications.

SFP a également développé un autre secteur, relativement nouveau en relations publiques, celui de l'éducation. « Du travail où le tout terrain s'impose, estime France Nadeau, avec beaucoup de création, d'innovation alors que nous faisons pour les commissions scolaires qui retiennent nos services un travail très complet, radio, télévision et grands quotidiens, certes, mais aussi nous n'a-

vons pas peur d'aller trouver les journaux régionaux, ceux des quartiers; nous essayons de faciliter au maximum la tâche des journalistes, de connaître leurs besoins ». À ce chapitre, il faut noter que SFP cherche toujours des aspects différents de l'information, obtenant ainsi une couverture bien plus large qu'à l'habitude des médias. Des communications bien plus que des relations de presse, un bon sens de l'événement, une manière d'abattre les frontières et un souci constant de la recherche créative, dans le graphisme comme dans l'approche du sujet.

« Bien sûr, on est généreuse, peut-être trop! On en donne beaucoup, nous sommes toujours très disponibles, sans cesse chez le client, à son écoute, notre force provenant de l'éventail culturel, linguistique de notre équipe, de l'éclairage différent que nous offrons et des jeunes que nous accueillons ». Une équipe par ailleurs fortement scolarisée, toujours en prise sur la vie, battant le pavé — la concurrence est féroce dans le monde des relations publiques — travaillant en étroite collaboration avec les maisons de publicité tout en inculquant au client le respect de l'information, nous dit France Nadeau, un respect qu'il n'a pas toujours!

Cela dit, France Nadeau estime que les contacts humains sont bien plus importants que les communiqués de presse et que s'il s'agit de transporter le « star système » à l'entreprise, il faut lui donner plus qu'une image: du caractère, de la personnalité. « Alors autant travailler avec les tripes, sentir, toucher, être toujours à la recherche des contacts sociaux culturels, des courants de pensées et bien entendu, puisque nous sommes femmes, montrer que nous sommes aussi capables que des hommes ». Plus, peut-être, en tout cas dans ce travail d'organisation des petits détails que sont aussi et bien souvent avant tout les relations publiques.

Soirée meurtre et mystère

Comment attirer l'attention sur quelque chose qui n'existe pas? Tout simplement en vous priant d'assister à des meurtres imaginaires! C'est l'astuce trouvée par Bazin, Dumas, Dupré, Sormany pour démasquer, ce

mercredi, non pas les assassins, mais le projet de lofts Corticelli le long du canal Lachine.

BDDS a donc organisé une « soirée meurtre et mystère » composé d'un cocktail, d'un souper « gastronomique » et d'une visite d'un loft modèle, étant précisé que « l'assassin peut frapper dès le cocktail et qu'il s'agit de se méfier de tous et de toutes ».

Du constructeur aussi? Sans doute! En tout cas, la stratégie de BDDS pour ce lancement du projet repose sur des actions concertées auprès de trois clientèles cibles: acheteurs potentiels, médias et milieu de l'immobilier au moyen de deux parutions d'une intrigante annonce « Top Secret » dans des journaux montréalais, ainsi que 300 invitations aux journalistes et acheteurs potentiels.

Cela dit tout n'est pas que mystère: c'est Berthe Dansereau qui exécute... le buffet.

Les élections scolaires n'amassent pas mousse

Tâche ingrate, mission quasi impossible pour Publicité Martin: faire sortir le vote lors des dernières élections scolaires sur l'île de Montréal. On connaît le résultat: 12,4% des électeurs sont allés aux urnes en regard de 11,8% en 1983, un gain de 0,6%.

Maigre! malgré un budget publicitaire relativement important: \$500,000. La campagne, ponctuelle, a été concentrée durant deux mois en raison des délais légaux sous la direction de Mme Nicole Fréchette, vice-présidente création chez Publicité Martin qui a tenté « de doser le marketing dans la créativité, une synergie entre les annonces journaux et télévision avec un placement média assurant une communication totale ». Lesquelles annonces, malheureusement, devaient obligatoirement comporter un texte aussi volumineux qu'obligatoire.

Dans 5 ans, il faudra trouver ma-

nifestement une autre approche que « Vous n'avez rien à dire, vous n'avez pas voté! ». L'électeur a si peu à dire, même quand il vote!

Le sommet sponsorium

C'est le 24 novembre prochain que se tiendra à Montréal le Sommet Sponsorium consacré, durant toute une journée, à la publicité par l'événement. Selon M. Pierre Pednault, président de Sponsorium international, « Ce Sommet Sponsorium de la publicité par l'événement modifie les stratégies de communication et de marketing des entreprises ». Comment? Pour l'essentiel, car le reste n'est qu'enrobage, en offrant la vente d'événements sportifs, culturels, communautaires et commerciaux. 40 projets, certains présentés à huit clos, seront ainsi mis en vente à l'intention des commanditaires présents.

Ces projets, où je cherche vainement l'inédit, vont du Festival du Jazz, en passant par la Semaine du Cadre, une fête des neiges, une autre de la montgolfière, un festival franco-ontarien... M. Pednault veut également jeter les bases d'un réseau « Sponsorium international », pour l'instant à l'état de vague projet. Bref, au coût de \$365 la journée, une rencontre pour commanditaires en panne d'imagination, ou trop las pour fouiller dans les milliers de projets qu'ils reçoivent annuellement.

Un séminaire: « publicité vs promotion »

Un krach des budgets publicitaires est-il en vue? Il y a cinq ans, la publicité rafflait 70% des budgets de marketing, et les activités de promotion, 30%. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Cette très forte tendance à la baisse menace-t-elle la survie des agences publicitaires?

Le Publicité Club de Montréal a décidé de sonder l'avenir. Des experts discuteront conjoncture économique, stratégies de marketing, résultats... et prophéties, lors d'un séminaire, ouvert au public, ayant pour thème « Publicité vs promotion », qui aura lieu mardi le 24 novembre, à 8 heures, au Grand Hotel (777 Université, Montréal).



France Nadeau, associé du cabinet de communications SFP, spécialisé pour les entreprises de haute technologie.

Prendront la parole quatre professionnels qui façonneront, ou se confrontent à cette réalité quotidienne. Qui la façonne, comme le fait Mike Kennerly, directeur des services de la publicité chez General Foods, en tant que « client » des agences publicitaires. Qui s'y confrontent, comme Tony Shorteno, président de Partenaires en Communication, Daniel Tardif, associé dans Promo Marketing Canada, et Elliott Ettenberg, président de Communications du Prisme. Jean Noël, président de Publicité Martin, animera le

débat. Réagiront des membres du Publicité Club de Montréal, le public et vous, si vous le voulez bien, puisque vous y êtes invité(e).

Présenté en collaboration avec le Canadian Advertising Research Foundation, le séminaire est organisé par le comité séminaire du Publicité Club de Montréal, la plus grande association de communicateurs au pays, avec ses 1 300 membres professionnels œuvrant dans l'industrie de la publicité française ou dans des sphères connexes à la publicité.

Quebecor en net progrès

Quebecor Inc. a annoncé, hier, que son bénéfice net au cours de l'exercice qui s'est terminé le 30 septembre dernier s'était accru de 44%. Il s'est élevé à \$23,2 millions ou \$1,26 par action, comparativement à \$16,1 million ou \$1,04 par action l'année précédente.

Les revenus du groupe sont passés de \$446 millions en 1986 à \$682,6 millions en 1987. Une tranche de \$114,4 millions de cette augmentation des revenus provient de la prise en compte des résultats de Donohue pour la quatrième trimestre de l'exercice.

Le bénéfice net pour la dernière trimestre de 1987 a atteint \$6,2 millions ou \$0,33 par action comparativement à \$4,5 millions ou \$0,29 cents par action pour la période correspondante de 1986. Les revenus de ce trimestre ont été de \$269,2 millions contre \$124,7 millions en 1986.

« Ces excellents résultats pour

l'exercice et le dernier trimestre terminés le 30 septembre sont attribuables à une très bonne performance de nos secteurs édition et imprimerie alors que l'apport de notre secteur produits forestiers a été peu significatif, a déclaré le vice-président aux finances, M. Jacques Beauchamp.

Le fait saillant du dernier trimestre aura été sans aucun doute l'acquisition par Quebecor et son partenaire British Printing & Communication Corporation de 55,2% des actions ordinaires de Donohue.

Quebecor publie trois quotidiens, 40 hebdomadaires et plusieurs magazines. Il exploite deux maisons d'édition de livres et est actionnaire à 50% d'une maison d'édition de manuels scolaires. L'entreprise possède 20 ateliers d'imprimerie au Canada et aux États-Unis, cinq ateliers de services spécialisés, d'importantes entreprises de distribution de publications, de livres et de disques.

NOUS AVONS FRANCHI LE CAP DES \$50,000!

Maintenant que Le Compte Optimum vous offre un taux d'intérêt plus élevé sur les soldes dépassant \$50,000, profitez-en pour regrouper vos avoirs.

Le Compte Optimum est plus qu'un compte d'épargne ordinaire. C'est un véritable compte investissement qui vous permet d'optimiser votre rendement sans immobiliser vos fonds et sans avoir à renouveler quoi que ce soit, ce qui n'est pas le cas des dépôts à terme, certificats de placement garanti ou bons du Trésor.

Généralement, le taux d'intérêt sur les soldes quotidiens de \$5,000* ou plus est égal ou supérieur à nos taux sur les dépôts à terme de 30 jours. Sur les soldes de \$10,000 ou plus, il est plus élevé. Sur ceux de \$25,000 ou plus, il est encore plus élevé!

Et maintenant, sur la tranche de votre solde qui est supérieure à \$50,000, la BNE vous fait bénéficier de son taux le plus élevé sur les comptes d'épargne. Certaines banques et sociétés de fiducie n'offrent pas cet avantage sur leurs comptes d'épargne investissement. Avec le Compte Optimum, vous vous investissez, plus vous y gagnez!

Le Compte Optimum — compte investissement — est offert par la Société hypothécaire BNE et garanti par La Banque de Nouvelle-Écosse.

*Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.

Pour s'assurer que Le Compte Optimum demeure une formule d'investissement compétitive, la BNE révisé périodiquement ses taux selon les conditions du marché. Vous pouvez donc être certain que votre argent fructifie aussi vite que vous le souhaitez.

Vous pensez peut-être que le fonctionnement de ce compte est compliqué? Détrompez-vous! Le Compte Optimum vous offre toute la souplesse d'un compte d'épargne ordinaire. Vous avez accès à vos fonds en effectuant un retrait, en faisant un chèque ou en utilisant un guichet automatique de banque. Et pour savoir où vous en êtes, vous pouvez demander un livret de compte ou un relevé mensuel. Nos clients déjà titulaires d'un Compte Optimum savent qu'ils ont pris une bonne décision! Profitez-en vous aussi pour optimiser votre investissement.

*Aucun intérêt ne sera versé sur les soldes à la fermeture inférieurs à \$5,000.





 Déjeuner-causerie
 Mercredi 18 novembre
 12 heures
 Salon Alfred Rouleau
 de l'hôtel Méridien

LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE: UNE DÉMARCHE FONDAMENTALE

Conférencier:
 M. Jean-Paul Gourdeau
 Président du conseil et
 Chef de la direction
 Le Groupe SNC

Inscriptions:
 Mme Jacqueline Dionne
 (514) 875-0679



LA VIE ÉCONOMIQUE

Le défi de BCP Publicité en Chine

MICHEL C. AUGER
Envoyé spécial du DEVOIR

DORÉ EN CHINE

BEIJING — Pour vendre en Chine, comme pour vendre partout ailleurs, il faut faire de la publicité de masse. Pas auprès du milliard de Chinois, mais auprès des millions de décideurs qu'on retrouve désormais en Chine.

Selon M. Claude Renaud, de la firme montréalaise de publicité BCP, il faut toutefois oublier l'idée de vendre un milliard de broches à dents à autant de Chinois.

« Pourquoi la Chine achèterait-elle en devises étrangères des broches à dents ou n'importe quel autre produit qu'elle peut fabriquer elle-même ? Ce que la Chine veut, essentiellement, c'est de la technologie », affirme ce diplômé de science politique et d'administration qui a passé trois ans en Chine pour apprendre le mandarin.

Mais, si ce qui intéresse les Chinois, c'est la technologie, cela ne veut aucunement dire qu'il est inutile de s'adresser à eux au moyen de la publicité. « Il y a plus de décideurs — c'est-à-dire de gens qui ont un mot à dire dans les décisions d'achat de services ou de techniques — qu'il y a de bouches à nourrir dans tout le Ca-

nada. On peut tout à fait se servir de la publicité pour leur vendre ces services ou ces techniques que pour vendre du savon aux Canadiens », soutient M. Renaud, qui fait partie de la délégation de gens d'affaires qui accompagne le maire Jean Doré dans son périple en Chine.

Avec la politique de décentralisation — qui vient de se voir confirmée par le récent congrès du Parti communiste chinois — il y a maintenant des millions d'interlocuteurs en Chine pour les sociétés canadiennes, alors qu'autrefois il n'y en avait qu'un seul : l'État.

« Les provinces, les municipalités, les nouvelles zones économiques libres et toutes leurs agences ont maintenant la possibilité de décider elles-mêmes quelles techniques elles veulent employer et quels produits elles veulent acheter à l'étranger. Il y a peut-être 25 millions de personnes qui sont impliquées dans ces décisions », affirme M. Renaud.

Pas plus tard que lundi dernier, les autorités de Beijing annonçaient que les entreprises exportatrices seraient désormais autorisées à conserver entre 50 et 100 % des devises

étrangères obtenues grâce à leurs exportations. Cette réforme majeure vient confirmer que les entreprises chinoises jouissent désormais d'une très grande autonomie.

« Cela veut dire que les dirigeants d'une entreprise de taille relativement modeste pourraient décider d'investir les devises à leur disposition dans l'achat de biens ou de services étrangers, même s'il ne s'agit que d'un investissement relativement modeste de l'ordre de \$ 200,000 », soutient M. Renaud.

Pour les sociétés canadiennes désireuses de tenter leur chance en Chine, cela signifie qu'il faut désormais songer à annoncer ses services en Chine.

Le Conseil chinois pour la promotion du commerce extérieur publie des revues comme « Commerce extérieur de Chine » qui peuvent servir de véhicule fort intéressant pour des sociétés qui n'ont ni le temps, ni les moyens de s'établir directement à Beijing ou à Shanghai.

Une de ces revues, explique M. Renaud, est en fait un véritable catalogue des produits offerts aux sociétés chinoises. Ces revues sont fort

lues et sont même conservées pendant des mois par les gestionnaires chinois. La société Pratt et Whitney s'est déjà adressée à BCP pour placer de la publicité en Chine même pour vendre ses moteurs d'avions. « On a acheté des pages complètes dans des revues spécialisées pour montrer que le produit est bon, qu'il est déjà utilisé en Chine et qu'il est adaptable aux appareils déjà en usage ici ».

D'autres sociétés comme Bombardier ont demandé à BCP de préparer leurs documents et leurs présentations pour le projet d'un éventuel métro à Shanghai.

Mais les Canadiens sont encore loin des Japonais quand vient le temps de vendre leurs produits en Chine. « Nous ne sommes pas encore dans la même ligue. Les Japonais sont disposés à mettre beaucoup plus d'efforts et à attendre bien plus longtemps que nous pour faire des affaires en Chine », déclare M. Renaud.

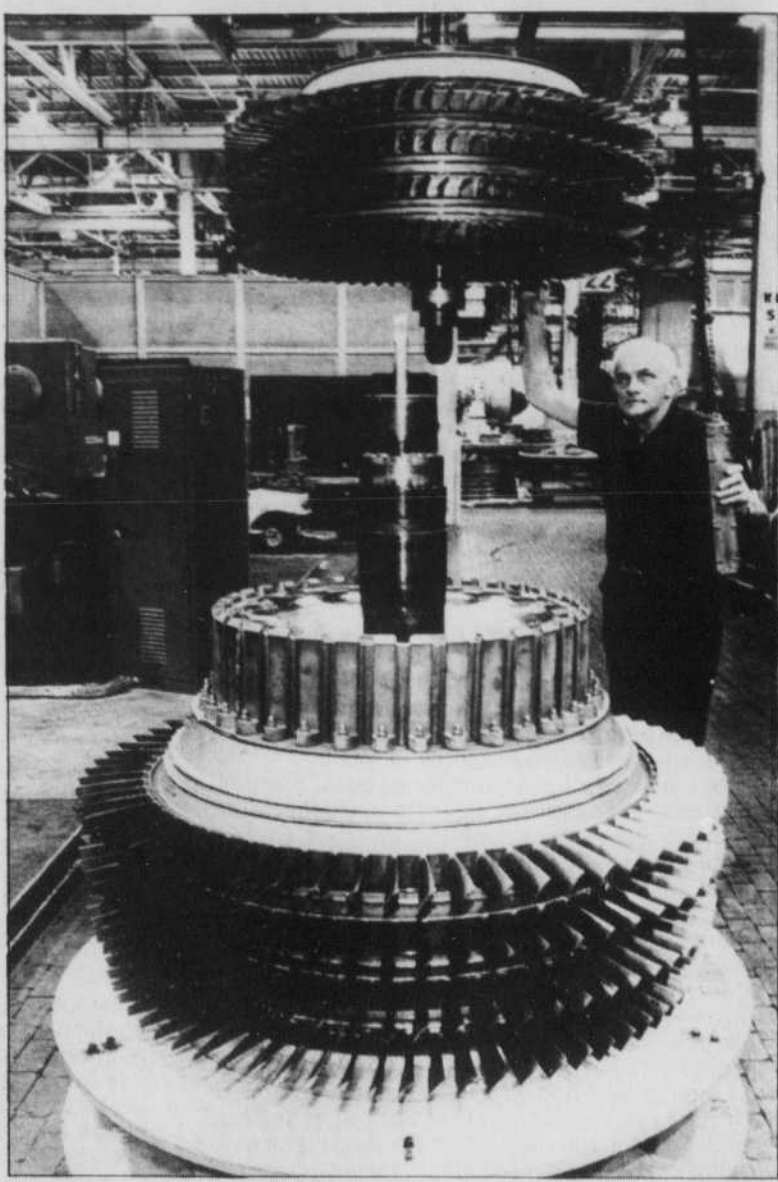
Des études récentes ont démontré que les entreprises chinoises étaient prêtes à investir pendant des périodes qui peuvent atteindre 13 ans avant que leur investissement en Chine ne devienne rentable. Les entreprises canadiennes et américaines estiment, en moyenne, qu'elles ne devraient pas à avoir à attendre plus de 3 ans.

« Avant d'envoyer un employé en Chine, les firmes japonaises vont lui payer son salaire pendant deux ans pour qu'il puisse apprendre la langue à Hong Kong, pendant ce temps, il y a encore des compagnies canadiennes qui arrivent ici avec leurs gros sabots et qui croient que le contrat sera signé avant qu'ils ne reprennent l'avion dans trois jours et qu'ils peuvent négocier avec les Chinois en leur disant que leur proposition est à prendre ou à laisser », affirme-t-il.

Les sociétés canadiennes pourraient commencer par copier les techniques de plusieurs de leurs collègues européens et utiliser la trentaine d'étudiants canadiens qui étudient actuellement à l'Institut des langues de Beijing.

« Ils peuvent rendre des services inestimables à des gens d'affaires qui débarquent ici, ne serait-ce que parce qu'ils se débrouillent en Chinois et sont capables d'organiser des rendez-vous au téléphone ou d'y aller en éclaircir si le téléphone ne fonctionne pas, ce qui est souvent le cas ».

L'autre défi de BCP en Chine est d'amener les sociétés chinoises à utiliser leurs services plutôt que ceux d'une agence multinationale quand vient le temps de faire de la publicité



La Chine n'est pas intéressée à ce qu'elle peut produire. Ce qu'elle veut, c'est de la technologie, comme les moteurs d'avions de Pratt & Whitney ou les wagons de Bombardier.



Ces trois gens d'affaires sont en train de réformer chacun à sa manière la gestion des entreprises en Chine. Mme Guan Guangmei, à l'extrême droite, est devenue célèbre par l'utilisation de techniques capitalistes.

Une femme d'affaires chinoise s'attaque avec succès à la réforme capitaliste des entreprises

PEKIN (AFP) — Une célèbre femme d'affaires chinoise, Guan Guangmei, accusée parfois d'être une capitaliste et qui gagne 20 fois plus que ses employés, a souligné récemment, à l'occasion du Congrès du Parti communiste chinois, que ses méthodes de gestion audacieuses avaient le soutien de la direction du parti.

« Les gens se demandent si louer huit magasins d'État et collectifs est socialiste ou capitaliste », a déclaré Mme Guan, qui était l'une des 1,936 délégués du congrès, interviewée par l'agence Chine nouvelle. « Tous ces magasins perdaient de l'argent quand je les ai pris. Maintenant, ils

font tous des profits... ». Le cas de Mme Guan qui est également devenue directeur général d'une grande corporation commerciale de sa ville de Benxi dans le Liaoning (Nord-Est) a provoqué un débat à travers toute la Chine, le *Quotidien de l'économie* lui ayant même consacré 78 articles pendant 20 jours, a expliqué l'agence.

« Ma présence au dernier congrès démontre que mes efforts sont reconnus par les membres du parti qui ont voté pour moi et mes affaires ont le soutien du comité central du parti », a affirmé Mme Guan, 37 ans, membre du parti depuis 1983.

La nature capitaliste ou socialiste

d'une entreprise dépend principalement du mode de propriété et non du salaire du directeur, a-t-elle ajouté, soulignant que ses magasins restaient propriété publique et qu'il était par conséquent absurde de la qualifier de capitaliste.

Les dirigeants réformistes chinois citent souvent Guan Guangmei pour démontrer l'urgence et la nécessité des réformes de gestion des entreprises et ils font en particulier valoir qu'au moins 20 % des entreprises d'État sont lourdement déficitaires en Chine.

Le cas de Guan Guangmei sert toutefois aussi aux conservateurs dont certains estiment impossible de

permettre des écarts de revenus aussi importants en régime socialiste. La frange orthodoxe du Parti communiste chinois soutient que les réformes dans les entreprises détruiront la base de l'économie collectiviste et mineront l'autorité du parti.

Mme Guan Guangmei a en outre estimé trop timide le rapport politique résolu par le premier ministre Zhao Ziyang prononcé à l'ouverture du congrès. « J'aurais souhaité que le rapport soit plus détaillé sur les méthodes particulières et concrètes qu'il faudrait prendre pour combattre la corruption et tous les obstacles aux réformes », a-t-elle dit.

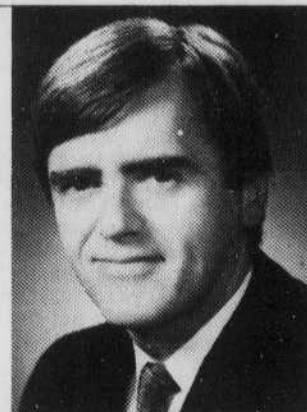
au Canada.

S'il reste encore bien du travail à faire, admet M. Renaud, les Chinois qu'il a rencontrés se sont tout de même montrés fort ouverts à la philosophie de BCP de penser la publicité en fonction de la réalité sociale et économique de chaque marché.

« Nous leur faisons valoir qu'il vaut mieux créer spécifiquement pour un marché que d'utiliser le

même message partout en le traduisant. Ils ont semblé assez sensibles à cela puisqu'ils veulent eux-mêmes conserver leurs caractéristiques propres. »

AVIS DE NOMINATION FCEI



MONSIEUR MICHEL DÉCARY

John F. Bulloch, président de la Fédération canadienne de l'Entreprise indépendante, a le plaisir d'annoncer la nomination de Michel Décary au poste de directeur général, Québec.

M. Décary sera le porte-parole officiel de la FCEI au Québec, où il sera chargé d'examiner les préoccupations exprimées par les membres et d'entretenir les relations avec les pouvoirs publics. M. Décary, qui est né à Montréal, a récemment été le chef de Cabinet du ministre délégué aux Petites et moyennes entreprises du Québec. Avant d'occuper ce poste, il a travaillé pendant plusieurs années comme adjoint des ministres québécois des Institutions financières et des Affaires sociales. En outre, M. Décary a joué le rôle de conseiller auprès de plusieurs ministres fédéraux, dont ceux de la Santé nationale et du Bien-être social, des Relations fédérales-provinciales et de la Justice, de même que le secrétaire d'État.

Avec ses 80 000 membres au Canada, dont 16 000 au Québec, la FCEI est au Québec comme au Canada, la plus grande association dont le mandat exclusif est de défendre les intérêts de l'entreprise indépendante.

CANAGEX

Canagex Placements Ltée
Conseillers en Placements



Michel Nicole

Le Conseil d'administration de Canagex Placements Ltée annonce la nomination de monsieur Michel Nicole au poste de président et directeur général de l'entreprise.

Monsieur Nicole possède une longue expérience en finance et en planification stratégique qui lui sera un atout précieux dans le développement futur de la société. Canagex Placements Ltée est une compagnie de gestion de portefeuille d'investissements et une compagnie membre du Groupe La Laurentienne.

LE POISSON FRAIS

Il y a deux façons de l'apprêter.
Celle avec toutes les sauces
et la nôtre...

GRILLÉ!



PSAROTAVERNA DU SYMPOSIUM

4293 ST-DENIS ○ MONTREAL ○ 842-0867

Faut LE DEVOIR pour le croire!

N O M I N A T I O N S



Les associés de Desjardins, Ducharme, Desjardins & Bourque ont le plaisir d'annoncer que:
M^r Michel Legendre, M^r Gilles E. Bujold et M^r Louise Gagné, se sont joints au service du droit des affaires de leur cabinet.

M. Michel Legendre se joint à l'équipe du **droit fiscal** et, en plus, à celle du **droit des régimes de retraite et autres régimes de rémunération et d'intéressement**. Il était jusqu'à tout récemment avocat sénior au contentieux du ministère du Revenu du Québec, à Montréal.

M. Gilles E. Bujold se joint aussi à l'équipe du **droit fiscal**. Il détient une licence en comptabilité de l'Université de Moncton, ainsi qu'une licence en droit de l'Université du Nouveau-Brunswick et a poursuivi des études de maîtrise en fiscalité à l'Université de Sherbrooke. M. Bujold est aussi membre du Barreau du Nouveau-Brunswick.

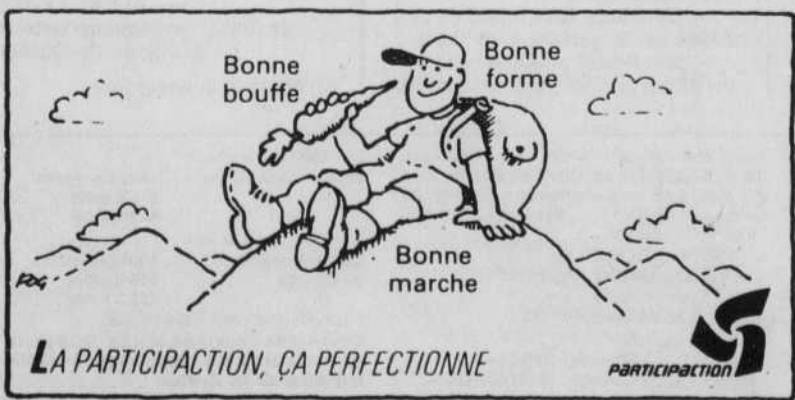
M^r Louise Gagné, quant à elle, se consacrera particulièrement au **droit de la propriété intellectuelle**. Elle apporte par ailleurs au cabinet son expertise en matière d'investissements étrangers au Québec.

Desjardins, Ducharme, Desjardins & Bourque fournit depuis près de 40 ans une vaste gamme de services juridiques à l'ensemble de sa clientèle, constituée notamment de PME, d'entreprises nationales et d'institutions financières. Ces services relèvent notamment du droit des affaires, des assurances, du litige civil et commercial et des relations de travail.

**Desjardins, Ducharme, Desjardins & Bourque
Avocats et Agents de marques de commerce**
Tour de la Banque Nationale
600 ouest, rue de La Gauchetière
Bureau 2400
Montréal (Québec)
H3B 4L8

Adresse télégraphique «Premont»
Télex 05-25202
Téléphone (514) 878-9411
Bélinographe (514) 878-9092

Desjardins, Ducharme, Desjardins & Bourque



LA PARTICIPATION, ÇA PERFECTIONNE

CULTURE ET SOCIÉTÉ

CINÉMA

ASTRE I: (327-5001) — Running man sem. 6 h 45, 8 h 45
ASTRE II: — Less than zero sem. 7 h 10, 9 h 10
ASTRE III: — The scilian sem. 6 h 45, 9 h 10

LE CHANT DES SIRÈNES
Version française de I've heard the mermaids singing
Patricia Rozema

PRIX ALCAN 1987
FAMILY VIEWING
V. ORIGINALE ANGLAISE AVEC SOUS-TITRES FRANÇAIS

LES AILES DU DESIR
Un film de Wim Wenders avec Peter Falk

LE SOURD DANS LA VILLE
Un film de Mireille Dansereau

LES YEUX NOIRS
Un film de Nitta Michajlov

FAMILLE
Ettore Scola

KENT I: (489-9707) — Fatal attraction sem. 7 h, 9 h 30
KENT II: — Hidding out sem. 6 h 50, 9 h
KENT III: — Baby boom sem. 7 h, 9 h 25

SUR SCÈNE

L'AIR DU TEMPS 191 ouest St-Paul Montrial (842-2003) — Jazz du mardi: courts métrages de Charlie Chaplin, avec pianiste, le 17 nov. à 22h.
AQUARIUM DE MONTRÉAL: La Ronde, le Ste-Henri (842-4656) — Ouvert tous les jours de 10h à 17h du 1er au 30 nov.

LA DAME DANS L'AFFICHE
Au théâtre Espace Libre 1945 Fullum
Rés: 521-4191
Avec des lunettes et un fusil de Japrisot

PARADIS I: — Danse lascive sem. 7 h 15, 9 h 15
PARADIS II: — Inter espace sem. 8 h 50 — Pour l'amour de l'argent sem. 7 h
PARADIS III: — La bamba sem. 9 h — Roxanne sem. 7 h

CAFÉ TIMÈNES: 4857 ave du Parc, Montrial (272-1734) — Cinéma du mardi: courts métrages de Charlie Chaplin, avec pianiste, le 17 nov. à 21h.
LA CAGE AUX SPORTS: 2250 rue Guy, Montrial (931-8588) — Ron Harris, pianiste de Honky Tonk, en permanence, à compter de 19h.
CAFÉ CAMPUS: 3315 chemin Reine-Marie, Montrial (735-1259) — Blue Rodeo et Le Bolchoi, le 18 nov.

TELEVISION

Table with columns for channel number, station name, and program title. Includes CBFT, WCAX, WPTZ, CBMT, CFTM, CFCF, WVNY, CICO, VERMONT, and QUATRE SAISONS.

Table titled 'La télévision du mardi soir en un clin d'oeil' showing program schedules across various channels and time slots from 18h00 to 00h00.

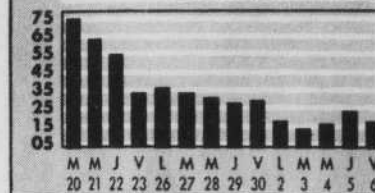
INDICÉ GÉNÉRAL

Table of stock indices including NYSE, NASDAQ, and various regional indices with their respective values and changes.

INDICÉ GÉNÉRAL

Table of stock indices for the period 1975-1987, showing historical trends.

VOLUME (en millions)



Ventes Haut Bas Ferm. O.

Table of daily stock sales volume, high, low, and closing prices.

A B

Table of stock prices for companies starting with 'A' and 'B'.

C D

Table of stock prices for companies starting with 'C' and 'D'.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

MEMBERS

Table listing members of various financial organizations.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

Ventes Haut Bas Ferm. O.

Table of daily stock sales volume, high, low, and closing prices.

G H

Table of stock prices for companies starting with 'G' and 'H'.

Ventes Haut Bas Ferm. O.

Table of daily stock sales volume, high, low, and closing prices.

A B

Table of stock prices for companies starting with 'A' and 'B'.

C D

Table of stock prices for companies starting with 'C' and 'D'.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

MEMBERS

Table listing members of various financial organizations.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

Ventes Haut Bas Ferm. O.

Table of daily stock sales volume, high, low, and closing prices.

G H

Table of stock prices for companies starting with 'G' and 'H'.

Ventes Haut Bas Ferm. O.

Table of daily stock sales volume, high, low, and closing prices.

A B

Table of stock prices for companies starting with 'A' and 'B'.

C D

Table of stock prices for companies starting with 'C' and 'D'.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

MEMBERS

Table listing members of various financial organizations.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

Ventes Haut Bas Ferm. O.

Table of daily stock sales volume, high, low, and closing prices.

G H

Table of stock prices for companies starting with 'G' and 'H'.

Ventes Haut Bas Ferm. O.

Table of daily stock sales volume, high, low, and closing prices.

A B

Table of stock prices for companies starting with 'A' and 'B'.

C D

Table of stock prices for companies starting with 'C' and 'D'.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

MEMBERS

Table listing members of various financial organizations.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

Ventes Haut Bas Ferm. O.

Table of daily stock sales volume, high, low, and closing prices.

G H

Table of stock prices for companies starting with 'G' and 'H'.

Ventes Haut Bas Ferm. O.

Table of daily stock sales volume, high, low, and closing prices.

A B

Table of stock prices for companies starting with 'A' and 'B'.

C D

Table of stock prices for companies starting with 'C' and 'D'.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

MEMBERS

Table listing members of various financial organizations.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

Ventes Haut Bas Ferm. O.

Table of daily stock sales volume, high, low, and closing prices.

G H

Table of stock prices for companies starting with 'G' and 'H'.

Ventes Haut Bas Ferm. O.

Table of daily stock sales volume, high, low, and closing prices.

A B

Table of stock prices for companies starting with 'A' and 'B'.

C D

Table of stock prices for companies starting with 'C' and 'D'.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

MEMBERS

Table listing members of various financial organizations.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

Ventes Haut Bas Ferm. O.

Table of daily stock sales volume, high, low, and closing prices.

G H

Table of stock prices for companies starting with 'G' and 'H'.

Ventes Haut Bas Ferm. O.

Table of daily stock sales volume, high, low, and closing prices.

A B

Table of stock prices for companies starting with 'A' and 'B'.

C D

Table of stock prices for companies starting with 'C' and 'D'.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

MEMBERS

Table listing members of various financial organizations.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of mutual fund prices and performance.

ACTUALITE BOISSIERE

OPTIONS

Table of financial options with columns for stock symbols, prices, and other market data.

OPTIONS TRANS-CANADA TRANSGEIS

Table of financial options for Trans-Canada and Transgeis, including various call and put options.

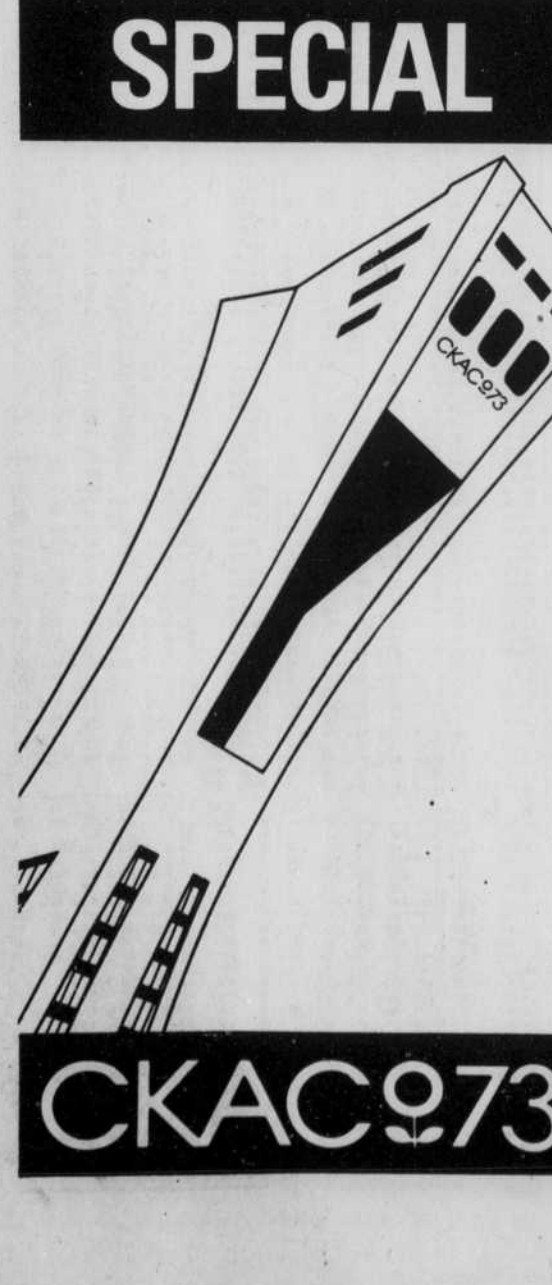
L'ACTUALITE BORSIERE

OPTIONS

Suite de la page 15

Table of financial options with columns for Option, Mois, Prix, Offre, Dem., and Trans. cr.

Table of stock market prices with columns for company names and various price indicators.



Donneur Champion logo with a stylized figure and the text 'Donneur Champion'.

Ce matin dès 5 h 15 Guy Mongrain et toute l'équipe du matin. En direct de la plus haute tour incinérée au monde.

Form for requesting Tuntufye materials, including fields for Name, Address, City, Province, Postal Code, and phone number.

SPORTS

HOCKEY

Ligue nationale	Chicago 5, Edmonton 4	Ce soir
Dimanche	Calgary 8, Vancouver 4	Los Angeles à Islanders
Buffalo 5, Toronto 4	Hier	Detroit à Washington
Rangers 6, Winnipeg 4	Hartford à Montréal	Boston à Calgary

LIGUE NATIONALE										
Conférence Prince-de-Galles										
Section Charles Adams										
	pl	g	p	n	bp	bc	pts			
MONTREAL	20	11	5	4	74	56	26			
BOSTON	18	9	7	2	67	64	20			
BUFFALO	18	8	6	4	69	70	20			
QUEBEC	17	9	7	1	73	65	19			
HARTFORD	16	5	8	3	43	55	13			
Section Lester Patrick										
ISLANDERS NY	17	12	4	1	77	51	25			
NEW JERSEY	17	10	5	2	62	52	22			
WASHINGTON	17	8	8	1	56	51	17			
PITTSBURGH	18	7	8	3	63	66	17			
PHILADELPHIE	19	5	11	3	49	75	13			
RANGERS NY	19	5	11	3	73	81	13			
Conférence Clarence Campbell										
Section James Norris										
TORONTO	17	9	8	0	77	66	18			
CHICAGO	18	8	8	2	77	78	18			
DETROIT	16	7	7	2	64	57	16			
MINNESOTA	18	6	9	3	61	70	15			
ST. LOUIS	16	5	10	1	55	62	11			
Section Connie Smythe										
EDMONTON	18	10	6	2	86	67	22			
CALGARY	18	9	7	2	81	75	20			
WINNIPEG	17	9	7	1	59	60	19			
VANCOUVER	17	5	10	2	61	72	12			
LOS ANGELES	17	5	10	2	56	79	12			

LIGUE MAJEURE DU QUÉBEC										
Dimanche										
Hull 7, Laval 3	Chicoutimi à T-Rivières									
St-Jean 6, Chicoutimi 5	Mercredi									
Grayby 7, Shawinigan 5	Shawinigan à Vict'ville									
Dru'ville 6, Verdun 3	Vendredi									
Hier	Hull à Granby									
T-Rivières à Laval	Verdun à St-Jean									
Ce soir	Laval à Drum'ville									
Verdun à Hull	Vict'ville à Chicoutimi									
Granby à St-Jean	T-Rivières à Shawinigan									

CLASSEMENT										
Section Robert Lebel										
	pl	g	p	n	bp	bc	pts			
ST-JEAN	23	13	8	2	110	102	28			
HULL	26	13	11	2	148	129	28			
LAVAL	23	13	9	1	119	118	27			
VERDUN	25	9	14	2	105	155	20			
GRANBY	25	7	16	2	117	136	16			
Section Frank Dillo										
T-RIVIÈRES	23	13	8	2	133	113	28			
CHICOUTIMI	24	12	11	1	124	112	25			
DRUM'VILLE	23	12	10	1	105	101	25			
SHAWINIGAN	25	12	12	1	152	137	25			
VIC'VILLE	23	8	13	2	100	109	18			

L'attaque à cinq du Canadien inquiète Naslund

■ Il connaît lui-même une période creuse

FRANÇOIS LEMENU

(PC) — Mats Naslund ignorait hier contre quelle équipe il avait marqué son dernier but. S'il ne s'en est pas souvenu, ce n'est pas qu'il a mauvaise mémoire. Au contraire, le Suédois a une excellente mémoire, mais les succès de l'équipe lui importent davantage que ses exploits personnels.

Il avait cette approche à son arrivée avec le Canadien et il n'a pas changé depuis même s'il en est sa sixième saison avec le Tricolore.

Naslund domine encore la colonne des pointeurs du Canadien avec 26 points. Une position qui lui est désormais familière, lui qui a terminé en tête des compteurs du Tricolore au cours des trois dernières saisons. Mais reste qu'il n'a pas marqué depuis le 4 novembre à Chicago. Une léthargie de cinq matchs.

« Je ne suis pas inquiet, a-t-il dit hier alors qu'il cherchait comme toujours à mettre les choses dans une juste perspective. Je ne compte pas,

c'est vrai, mais les occasions de marquer sont toujours là. C'est ce qui importe », rappelle Naslund qui a inscrit six buts jusqu'ici.

Samedi soir contre les Blackhawks de Chicago, il s'est présenté seul devant le gardien Bob Mason après s'être habilement faufilé entre les défenseurs. Mais il n'a pu faire bouger les cordages. Lundi dernier contre les Maple Leafs de Toronto, il s'est fait souligner le disque par son compatriote Borje Salming au moment où il allait glisser la rondelle dans le filet. Deux exemples parmi plusieurs qui illustrent les difficultés qu'éprouve Naslund autour du filet.

Naslund explique qu'un joueur connaît toujours des périodes creuses durant une saison et qu'il est inutile de s'inquiéter. « Je suis présentement dans une petite léthargie mais je n'y pense pas. Je sais que les choses vont se replacer et qu'il est inutile de me mettre une pression additionnelle sur les épaules ».

Jeu de puissance

Si son jeu ne l'empêche pas de dormir, Naslund se dit par contre inquiet de l'attaque à cinq du Canadien. Le jeu de puissance de l'équipe a en effet produit un seul but en 15 occasions au cours des trois derniers matchs. La moyenne d'efficacité s'établit d'ailleurs à 18,5 pour cent, ce qui est une source d'inquiétude. Stéphane Richer a inscrit les deux derniers buts de l'équipe en avantage numérique.

« Notre jeu de puissance m'inquiète davantage, reconnaît Naslund. Face aux Blackhawks, nous n'avons pas eu de bonnes occasions de marquer. À un certain moment, nous avons même paniqué ».

Naslund constate que les entraîneurs se sont rendus compte que l'équipe cherche à refiler le disque à Stéphane Richer pour qu'il puisse lancer depuis la ligne bleue.

« Ils se sont adaptés à notre façon de déployer l'attaque à cinq en surveillant Stéphane de plus près, précise Naslund. C'est à nous maintenant à apporter les corrections qui s'imposent ».



Photo CP
Même s'il n'a pas compté depuis le 4 novembre à Chicago, Mats Naslund domine encore la colonne des pointeurs du Canadien avec 6 buts et 20 aides.

Golf

Wadkins dans les dix premiers

LONDRES (AFP) — L'Américain Lanny Wadkins s'est hissé au neuvième rang du classement mondial de golf, publié hier à Londres, grâce à sa deuxième place dans l'Open d'Hawaii, remporté dimanche par son compatriote Andy Bean.

En tête, l'écart entre les trois premiers, dans l'ordre l'Australien Greg Norman, l'Espagnol Severiano Ballesteros et l'Allemand de l'Ouest Bernhard Langer, quatrième dimanche au tournoi de Gotemba, au Japon, n'est plus que de 44 points.

« Je ne suis pas inquiet, a-t-il dit hier alors qu'il cherchait comme toujours à mettre les choses dans une juste perspective. Je ne compte pas,

Mais comme pour sa propre léthargie, Naslund est d'avis que le jeu de puissance du Canadien va à nouveau produire d'ici peu. Une simple question de temps.

LA REVUE MOTOR TREND PROCLAME LA NISSAN MAXIMA "LA MEILLEURE DES BERLINES DE LUXE DONT LE PRIX EST INFÉRIEUR À 25 000\$ (US)!"

Si tout le monde était sur le même pied, il suffirait d'une seule voiture pour plaire à tous et chacun. Heureusement, les voitures varient d'un modèle à l'autre... comme les gens varient d'une personne à l'autre. C'est pourquoi nous offrons la Maxima à un groupe de choix.

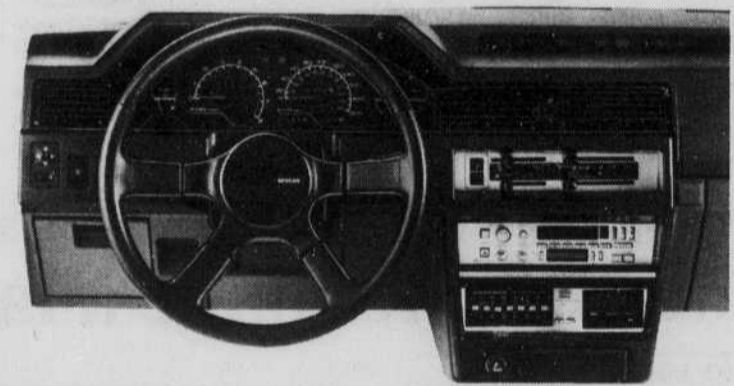
En plus d'apprécier les belles choses de la vie, le propriétaire d'une Maxima veut conduire une voiture qui lui en offre pour son argent. C'est pourquoi nous avons vu à ce que la Maxima offre un luxe et des performances que peu d'autres berlines de tourisme peuvent égaler, peu importe leur prix.

Et puisque la réussite est une chose à partager, nous avons vu à ce que le propriétaire d'une Maxima puisse accueillir quatre de ses amis dans le plus grand confort.

L'équipement va de pair avec votre réussite! Climatisation, contrôle de la vitesse de croisière, radio MA/MF stéréo numérique à

syntonisation électronique avec lecteur de cassettes, sièges baquets inclinables (cuir luxueux dans la GXE Brougham), lève-glaces électriques, verrouillage électrique des portes et rétroviseurs à télécommande électrique. Tous standard. Dans la SE, vous pouvez même régler les amortisseurs de trois façons différentes selon les conditions routières.

La Maxima, tout comme son propriétaire, déborde de brio. Sous son capot se trouve le même moteur que celui de la 300ZX légendaire: un V6 de 3 litres à arbre à cames en tête et injection de carburant.

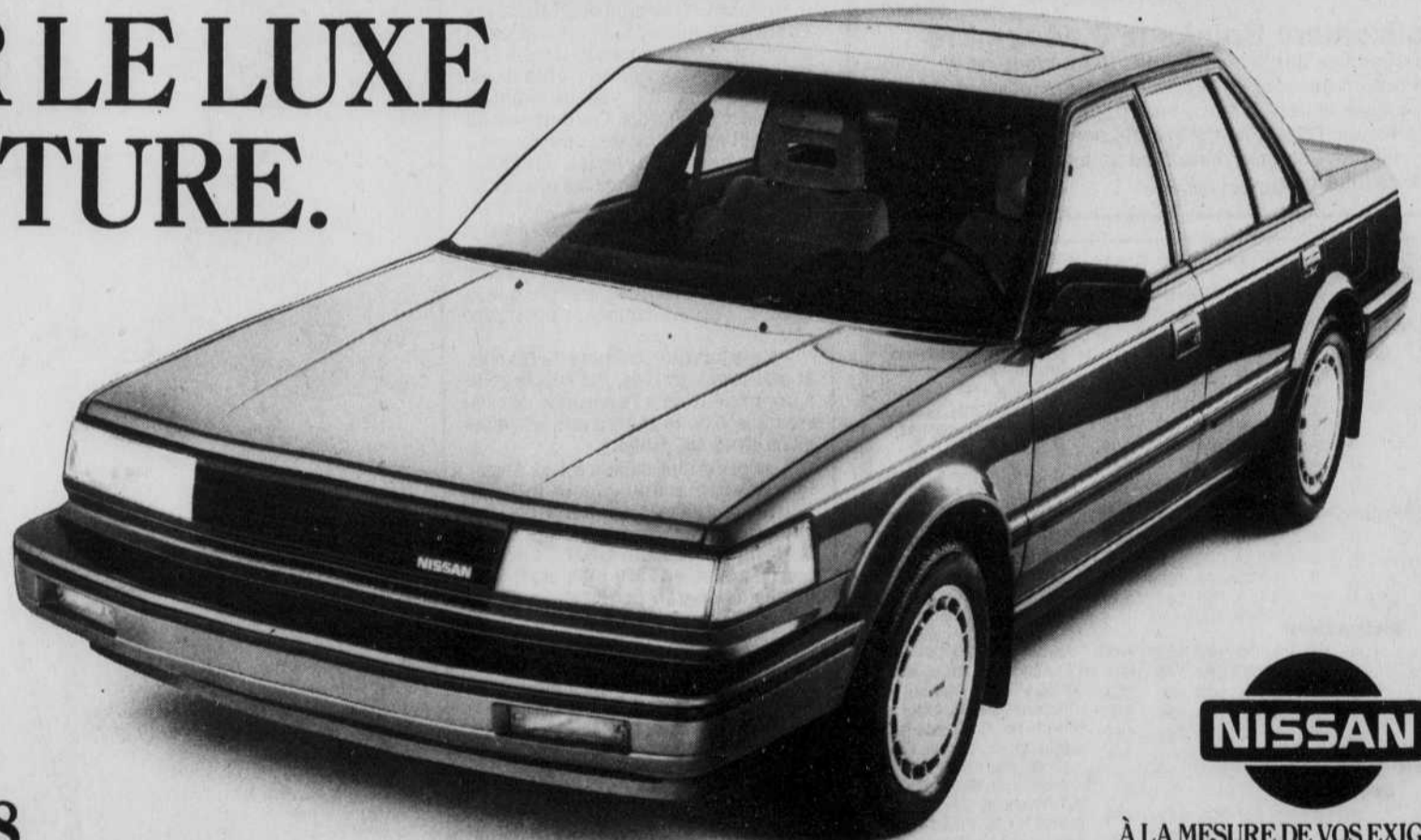


Traction avant, direction servo-assistée à crémaillère, suspension entièrement indépendante et freins à disque aux 4 roues assurent une maniabilité exceptionnelle.

À ceux qui préfèrent célébrer leur succès de façon plus sportive, nous offrons la Nissan 300ZX. Bien que la réussite de tous les modèles 300ZX soit due à des performances légendaires, ceux qui recherchent le luxe seront comblés au plus haut point.

Les deux véhicules sont protégés par la garantie sans frais du groupe motopropulseur la plus étendue dans le temps (6 ans/100 000 km). Pas de frais cachés. Pas de frais de transfert. Achat ou location, votre concessionnaire Nissan se fera un plaisir de vous renseigner. Demandez-lui un essai sur route.

COMMENT DIMINUER LE PRIX D'UNE VOITURE DE LUXE... SANS DIMINUER LE LUXE DE LA VOITURE.



NISSAN MAXIMA 1988

À LA MESURE DE VOS EXIGENCES.



1 000 \$ SUR STANZA, ET PATHFINDER,

- Dans la région de Montréal, uniquement chez les Pros Nissan.
- AUTO GOUVERNEUR INC. CITÉ NISSAN ST-LÉONARD NISSAN INC. CHOMEDEY NISSAN INC.
 - GARAGE MODELAUTO INC. STE-EUSTACHE NISSAN LTÉE BRUCY AUTO INC. BROADWAY AUTOMOBILE LTÉE
 - ALEXANDER NISSAN FAIRVIEW NISSAN LIMITÉE BAILLARGEON NISSAN METRO NISSAN INC.
 - MERCIER NISSAN INC. BELLEMARE NISSAN LTÉE LABELLE NISSAN MANOIR NISSAN INC.
 - GARAGE DUMOULIN LIMITÉE BROSSARD NISSAN INC.